



--- SEUL LE TEXTE PRONONCÉ FAIT FOI ---

**Contribution de Mr. Danny Pieters, Vice-Président du Sénat de Belgique,
à la 2e session de la Conférence des Présidents des Parlements de l'UE
(Nicosie, 21 – 23 avril 2013)**

Lors de la réunion des présidents de Sénats européens, tenue à Paris il y a peu de plus qu'un an, nous avons tenu le propos suivant traitant du pacte de stabilité et de la crise dans la zone Euro:

« Il faut oser être critique et reconnaître les erreurs du passé, de manière à ne plus les répéter à l'avenir.

Ces erreurs ont été commises à tous les niveaux : à celui des gouvernements qui savaient que plusieurs pays n'observaient pas très scrupuleusement le pacte de stabilité et en tiraient prétexte pour interpréter eux aussi les règles d'une manière que l'on peut qualifier de 'souple' ; au niveau des assemblées parlementaires, tant européennes que nationales, qui n'ont peut-être pas suffisamment rappelé leurs gouvernements à l'ordre ; et au niveau des institutions européennes, et surtout de la Commission qui, souvent, ne parvient pas à parler d'une même voix et qui ne rappelle les États à leurs obligations que quand le navire fait déjà naufrage. »

Il y a un an j'y ajoutai :

« Si l'enjeu est vraiment de sauver l'euro ou de tenter de le sauver, force est de constater que nos parlements sont trop lents : ils n'ont pas de véritable impact et ne peuvent que commenter les événements *a posteriori* dans le cadre d'une réunion interparlementaire.

Si cela signifie que certains États se voient dicter directement par les instances européennes ce qu'ils doivent entreprendre ou non, un sérieux problème démocratique se pose. » fin de citation.

En effet, chers collègues, réalisons-nous que aujourd'hui c'est notre système de démocratie représentative même qui est mis en question par la population. Des parlementaires ont besoin de protection policière lorsqu'ils sortent; une présidente de parlement juste élue se fait agresser lorsqu'elle va exprimer ses condoléances ... les exemples sont multiples et inacceptables. Ne sommes-nous pas, en tant que parlementaires, les représentants du peuple? N'avons-

nous pas droit au respect de ceux qui nous élisent ? Nous sommes enclins à répondre positivement à ces questions ... mais méritons-nous le respect?

Avons-nous eu le courage d'expliquer à nos électeurs qu'il y a des limites aux dépenses publiques ? Avons-nous eu le courage de sanctionner ceux qui nous ont mené à la situation actuelle, même et surtout quand ils appartiennent à notre propre mouvance politique ? Avons-nous pleinement réalisé ce que l'on peut attendre d'un parlementaire : contrôler l'exécutif et légiférer qualitativement ? C'est en réalisant nos tâches de parlementaires d'une façon responsable et créative que nous mériterons le respect de nos électeurs et que nous préserverons la démocratie.

Responsabilité et créativité sont les mots clefs ... si nous voulons engager le citoyen dans nos sociétés et dans la construction européenne. Responsabilité signifie rendre compte de ses actes, mettre un pas en arrière lorsque sa politique du passé a échoué, avoir une vision et une politique qui voit au-delà des prochaines élections. Responsabilité c'est également refuser le primat de la perception sur le contenu, c'est rejeter la manipulation de la prise de décision par de petits groupes par le biais des médias dits sociaux .

C'est refuser la soviétisation de la politique européenne par la multiplication d'institutions et de procédures –même si elles se déguisent en initiatives citoyennes- et la concentration factice du pouvoir aux mains d'un nombre très réduit de personnes, souvent sans légitimation démocratique.

Responsabilité et créativité sont nécessaires. Nous fonctionnons dans la plupart de nos pays encore avec des procédures parlementaires datant de plus d'un siècle. Et c'est ici que je voudrais faire un vibrant appel à nos collègues ; examinons ensemble comment revitaliser nos parlements, comment réaliser que le vrai débat politique retourne dans nos hémicycles, qu'une législation de qualité y soit produite et que nous retrouvions le contrôle sur le pouvoir exécutif.

Je fais un appel à vous tous et chacun de vous de rejoindre un groupe de réflexion que nous voulons mettre en place à cet effet. Car, ce n'est pas un luxe de se mettre à repenser le mode de fonctionnement de nos assemblées parlementaires, c'est une question de vie ou de mort pour nos démocraties elles-mêmes.